



Communiqué de presse

Berne, le 19 août 2025

Marteau douanier, prestations sociales à la carte et maintenant revendications salariales: les PME ne sont pas des «bonnes à tout faire»

Les nouveaux droits de douane américains sur les exportations suisses font les gros titres – alors que les coûts supplémentaires de plusieurs milliards de francs dans notre pays sont considérés comme allant quasiment de soi. Dans le même temps, les syndicats réclament eux aussi des salaires plus élevés. La charge imposée aux PME menace leur existence: les charges extérieures liées aux droits de douane et les coûts internes liés à d'incessantes nouvelles charges sociales et réglementations font déborder le vase.

Alors que les droits de douane américains sont estimés entre 0,3 et 1% du PIB, les entreprises sont également confrontées à une charge de plus d'une dizaine de milliards de francs par an sur le marché intérieur. Selon les estimations de l'Union suisse des arts et métiers usam, la 13e rente AVS approuvée par le peuple et la suppression du plafonnement des rentes réclamée par une partie de la classe politique coûtent à elles seules neuf milliards de francs par an jusqu'en 2036. D'autres projets visant à développer l'État social et des coûts réglementaires massifs engloutissent encore 3 milliards de francs supplémentaires. Nous arrivons ainsi à quelque 12 milliards de francs – sans tenir aucun compte de l'assainissement de l'AVS. Pourtant, le débat public reste étonnamment discret, contrairement à celui sur les droits de douane américains.

Et les syndicats augmentent encore la pression avec des revendications salariales, alors que les entreprises sont déjà confrontées à des charges croissantes.

«Une chose est sûre: le double fardeau des coûts internes élevés et des charges externes supplémentaires fait déborder le vase», prévient Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam. «Nos PME ne peuvent pas supporter simultanément une augmentation des droits de douane, des charges sociales en milliards de francs et des revendications salariales croissantes.» Elles réfléchiront à deux fois avant d'embaucher de nouveaux collaborateurs. Des cotisations salariales plus élevées impactent directement la marge bénéficiaire des PME. Pour une menuiserie affichant un chiffre d'affaires annuel de 1,5 million de francs, une masse salariale brute de 750 000 francs et un bénéfice net de 90 000 francs, par exemple, une hausse des cotisations salariales d'un point de pourcentage entraîne une baisse du bénéfice net de plus de 8%. Cet argent manque alors pour des investissements importants.

Il est donc urgent de mettre en œuvre un programme de revitalisation en faveur des PME. L'Union suisse des arts et métiers usam a ainsi lancé une [pétition](#) visant à alléger les PME. Ses principales exigences sont les suivantes:

- réduire la bureaucratie et les taxes
- alléger l'État
- diversifier le commerce extérieur en tenant compte des intérêts des PME

Soutenez maintenant notre pétition en faveur d'un programme d'allègement et de revitalisation pour les PME suisses!

www.sgv-usam.ch/revitalisation

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.